

Enjeux



Jean-Paul Marthoz

Directeur éditorial de la revue « Enjeux internationaux », auteur d'ouvrages sur le journalisme et les droits de l'homme, dont « Religions et droits de l'homme » (Human Rights Watch, New York, 2005). Régulièrement, il intervient dans nos pages, à ce titre et dans ces domaines.

Les heurts qui, ces derniers jours, ont opposé coptes et musulmans à Alexandrie illustrent les tensions croissantes entre les communautés religieuses égyptiennes. Le 21 octobre, la deuxième ville du pays avait déjà été la scène de violentes manifestations antichrétiennes. Des extrémistes musulmans avaient attaqué des églises, incendié et saccagé des commerces coptes.

L'Égypte apparaît pourtant comme un pays modéré au sein du monde arabe. Ses dirigeants n'ont de cesse de proclamer leur rejet de tout extrémisme et de mettre en exergue les exemples de réussite de leur minorité copte pour contredire ceux qui parlent de discrimination à l'encontre des religions autres que l'islam. Ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères, ancien secrétaire général de l'ONU et de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali est présenté comme la démonstration la plus éloquente du « modèle égyptien », un pays qui accorderait les mêmes droits à tous, chrétiens ou musulmans, croyants ou incroyants.

Il n'y a de vraie démocratie et de vraie tolérance que là où règne l'égalité. Or, dans ce pays où l'is-

lam est religion d'État, les Coptes, qui représentent 10 % de la population, sont relégués dans un statut qui leur rappelle davantage la dhimmitude (1) que l'égalité républicaine. Généralement exclus des fonctions publiques les plus prestigieuses, ils se sentent de plus en plus menacés. La montée en puissance des Frères musulmans lors des dernières élections et les attentats terroristes au Caire et à Sharm El-Sheikh n'ont fait qu'accroître leur sentiment d'encerclement.

La ville d'Alexandrie, qui fut longtemps le symbole du brassage des cultures et des religions, est devenue l'antithèse du « rêve cosmopolite ». « *Les Frères musulmans contrôlent la ville* », nous confiait il y a quelques mois un diplomate occidental en poste au Caire. « *S'il*

**Qui en parle ouvertement ?
L'Union européenne ?
Pas vraiment. Le silence
est le plus souvent la règle**

y avait des élections libres, ils l'emporteraient haut la main. Les Coptes se font encore plus discrets, les filles cachent leur croix sous leur chemisier, certaines mettent le voile pour ne pas souffrir les insultes des

passants. » La splendide bibliothèque de verre, inaugurée en 2002 et censée rappeler la période fastueuse de la connaissance et de l'érudition sous le règne des Ptolémées, témoigne de cette crispation : des auteurs dissidents et des pensées impies ont été bannis de ses immenses rayonnages.

L'Égypte n'est qu'un exemple parmi d'autres des difficultés que rencontrent les minorités religieuses – et les incroyants – au sein d'un monde musulman en pleine effervescence identitaire. En Irak, les chrétiens, accusés d'être à la solde de l'Occident, sont ciblés par les groupes terroristes déterminés à les chasser du pays ; la nouvelle Constitution, présentée comme la clé de la démocratie, en fait des citoyens de deuxième classe. En Palestine, les pressions provoquées par l'occupation israélienne et par la domination des groupes extrémistes musulmans sont à l'origine d'un exode massif des chrétiens. En Turquie, la poussée de l'islamisme et de l'ultranationalisme accroît l'insécurité des minorités religieuses. En Algérie, le président Bouteflika parle de respect et de protection des religions du Livre, mais pas d'égalité. Et que dire de

Chrétiens d'Orient : entre persécution et exil

l'Arabie saoudite, qui mène une politique systématique de persécution religieuse et favorise la propagation, partout dans le monde, du wahhabisme, une version extrémiste de l'islam ?

Qui en parle ouvertement ? L'Union européenne ? Pas vraiment, car elle a fait de la discrétion condescendante la marque de ses relations avec les pays de la rive sud de la Méditerranée. Plus cohérent, le département d'État américain relève chaque année, dans son rapport sur la liberté religieuse, les manquements des pays arabes ou musulmans, mais la Maison-Blanche, surveillée par le lobby évangélique, réserve ses critiques les plus rudes aux États qui lui sont hostiles et s'accommode des « déviances » de ses principaux alliés.

Face à ces persécutions et discriminations, le silence est le plus souvent la règle. Soucieux de protéger le dialogue interreligieux et de ne pas fournir de prétexte aux groupes islamiques les plus extrémistes, le Saint-Siège se montre relativement mesuré dans ses protestations. Les progressistes européens préfèrent détourner le regard car ils craignent de stigmatiser l'islam et de blesser des com-

munités immigrées déjà très fragilisées. Les athées se taisent pour ne pas se retrouver dans le camp des évangéliques ou du Vatican.

La dénonciation la plus vigoureuse de cette situation est dès lors laissée aux minorités chrétiennes elles-mêmes et à leurs diasporas, comme si la liberté de conscience était une affaire « communautarisable », relative et négociable.

**Les protestations les plus vives
devraient venir des musulmans
d'Europe. Certains, minoritaires,
s'y sont engagés...**

C'est là que le bât blesse. Les droits de l'homme sont un et indivisibles. La défense des libertés de conscience et de religion fait partie du combat général pour les libertés. Ce principe d'impartialité impose de ne pas abandonner aux groupes les plus exaltés de l'évangélisme américain, engagés dans une véritable croisade anti-musulmane, le privilège de défendre les chrétiens en terre d'islam. Il exige aussi d'interpeller les musulmans européens. C'est avec raison que ces derniers revendiquent l'égalité de traitement et la neutralité de l'État dans les pays occidentaux où

ils vivent. Mais on ne peut demander la liberté pour soi et la refuser aux autres. Si un pays européen adoptait à l'encontre de ses ressortissants musulmans les mesures que la plupart des chefs d'État arabes réservent aux religions autres que l'islam, le tollé serait immédiat et totalement justifié.

Au nom de la « convivence », de la cohérence et de l'idée de citoyenneté qui implique l'égalité, les protestations les plus vives contre les violences et les inégalités dont sont victimes les chrétiens, mais aussi les juifs, les laïques ou les bahais en terre d'islam, devraient venir des musulmans d'Europe. Certains, minoritaires, s'y sont engagés. Par principe, mais aussi parce qu'ils savent que la légitimité de l'islam, ici, dépendra du sort qu'il réservera, là-bas, à ses minorités. ■

(1) Statut accordé par l'islam aux religions du Livre, en particulier sous le règne musulman en Andalousie et sous l'Empire ottoman. Présentée souvent comme une « protection » des juifs et des chrétiens et donc comme une preuve de tolérance, la dhimmitude institutionnalise en fait une condition d'« infériorité » religieuse, politique et sociale.